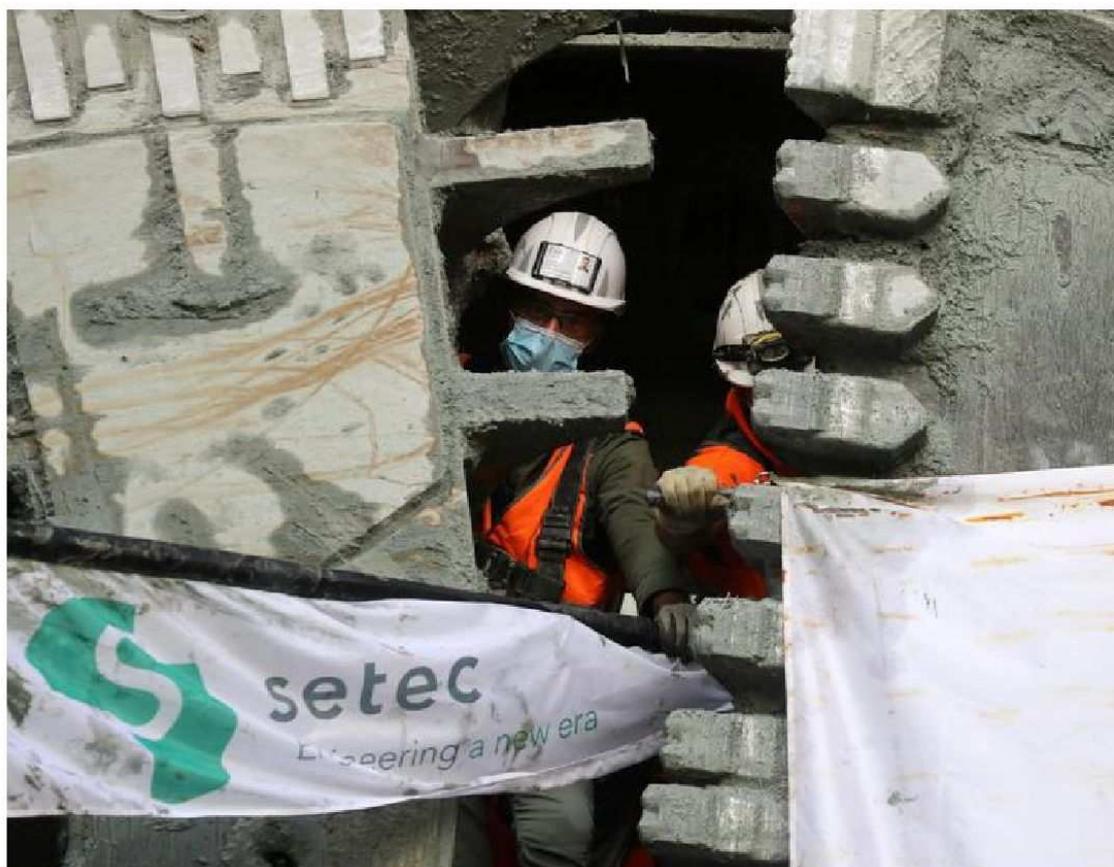


CONSTRUCTION

Inquiétudes dans le secteur du bâtiment

Bâtiment et gouvernement vont-ils se réconcilier ?
Le secteur reste méfiant quant au plan de relance annoncé.



Le gouvernement n'est pas sourd aux inquiétudes du bâtiment et lui promet plusieurs milliards d'euros dans son futur plan de relance. Illustration AFP

On ne veut pas être déçus », prévient Olivier Salleron, président de la Fédération française du bâtiment (FFB), principale organisation du secteur. « Selon les annonces, ça peut partir en catastrophe. » Comme tous les grands secteurs économiques, le bâtiment attend avec impatience le plan de relance la semaine prochaine, qui vise à sortir à long terme l'économie d'une crise probablement historique. Mais plus que d'autres, il affiche sa méfiance. « On se demande si le gouvernement a bien analysé que le bâtiment, après l'hôtellerie-restauration et les services à la personne, c'est quand même le troisième secteur le plus touché », s'interroge M. Salleron. Un scepticisme à la mesure de plu-

sieurs mois d'incompréhensions et de polémiques entre le secteur et le gouvernement depuis le début de la crise sanitaire, et en particulier durant le strict confinement imposé aux Français entre mars et mai.

Le bâtiment se sent oublié par rapport à l'automobile et au tourisme

Les chantiers ont largement dû s'arrêter faute de pouvoir immédiatement prendre les mesures sanitaires nécessaires, et les clients ont cessé de passer commande pendant de longues semaines. Se-

lon la FFB, l'activité du bâtiment devrait chuter de 18 % cette année. Or la construction est un moteur crucial de l'économie française, dont elle représente plus de 5 %. Au-delà, la santé du secteur est garante d'une offre suffisante en logements, essentielle au bon fonctionnement de toute l'économie. Le bâtiment se sent oublié par rapport à d'autres grands pans de l'économie comme l'automobile et le tourisme qui, peu avant l'été, ont obtenu des plans spécifiques d'urgence à coups de milliards d'euros. Il craint surtout d'apparaître relativement épargné par la crise aux yeux de l'exécutif : selon la Banque de France, son activité n'était pas loin d'avoir retrouvé son niveau d'avant la crise en juillet. ■

LE CONTENU DU PLAN DE RELANCE DE L'ÉCONOMIE CONNU MAINTENANT

LE CONTENU DU PLAN DE RELANCE DE L'ÉCONOMIE CONNU MARDI

Le gouvernement dévoilera mardi le détail de son plan de relance de l'économie de 100 milliards d'euros, attendu de pied ferme par les entreprises des secteurs les plus frappés par la crise au moment où menace une deuxième vague de l'épidémie de Covid-19. L'objectif du gouvernement est de « retrouver dès 2022 un niveau de richesse nationale pour la France équivalent au niveau d'avant la crise », a affirmé le ministre de l'Économie Bruno Le Maire fin juillet, peu après l'annonce par Emmanuel Macron de ce plan de

100 milliards. La priorité « absolue » sera la lutte contre le chômage, a aussi promis le Premier ministre Jean Castex dans sa déclaration de politique générale mi-juillet. La pente s'annonce raide : la France devrait connaître cette année sa pire récession depuis des décennies, avec une contraction du PIB de 11 % selon le gouvernement, et une hausse massive du chômage avec « plusieurs centaines de milliers de chômeurs de plus à la fin de l'année », selon la ministre du Travail Elisabeth Borne.

Extrait du journal L'Est Éclair - Samedi 22 août Page:42/43

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)